



LE MEDIUM
Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0688 du 03 au 09 Février 2026 - Prix : 250 F CFA

www.journal-lemedium.com



RESOLUTION DE CRISE DANS LES GRANDS LACS :

DE KIGALI À BUJUMBURA, LA CONSTANCE DE FAURE GNASSINGBÉ

P.2&3



TOGO TOP IMPACT 2026 - GRAND PRIX D'EXCELLENCE:
SANDRA ABLAMBA JOHNSON,
TOUJOURS AU TAQUET

P3

EDITO

La réussite, une décision courageuse



Dans notre société, force est de constater que l'Homme qui y est né et y vit, connaît des réussites et quelques fois des échecs dans ses entreprises.

Sous le coup de la déception, on se trouve rapidement des causes d'échecs et c'est le prochain qui en serait responsable. On s'évite de se mirer et de faire cet exercice d'introspection. Oublant que l'ennemi que nous combattons tous les jours se trouve en nous-mêmes. Pourtant, l'Homme dispose de tous les outils nécessaires pour réussir. Il suffirait très simplement de savoir les manier, les utiliser à bon escient.

S'il est reconnu que la réussite est au bout de l'effort, il sied aussi de cheminer dans la réflexion avec Peter Drucker en s'appropriant sa pensée " Chaque fois que vous voyez une entreprise qui réussit, dites-vous que c'est parce qu'un jour quelqu'un a pris une décision courageuse ".

Avoir une vision c'est bien, mais faut-il encore avoir suffisamment de courage pour la transformer en réalité. Le courage est ce qui fait toute la différence.

C'est dire, qu'on peut mettre en place tous les plans qu'on veut, on peut tout préparer, tout anticiper, mais si on n'a suffisamment pas de courage pour agir, pour passer à l'action, on ne sera qu'un simple rêveur parmi tant d'autres. Car agir demande souvent du courage, nous enseigne-t-on.

Et lorsqu'on parle de réussite comme une décision courageuse, il faut tout de même reconnaître qu'"une petite impatience ruine un grand projet". Ce n'est pas nous qui l'affirmons mais un Proverbe Chinois.

Le courage a bien sa place dans toute réussite. Mais il ne faudra pas perdre de vue qu'une petite impatience peut tout faire échouer. Autrement, lorsque nous nous engageons dans une nouvelle voie ou lorsque nous voulons accomplir quelque chose qui nous tient réellement à cœur, nous avons souvent envie d'y parvenir le plus rapidement possible. Nous avons envie d'avoir des résultats tout de suite.

Or, la poursuite d'un rêve ou l'accomplissement d'un projet quelconque doit toujours être une aventure. Pas de précipitation. Il faut prendre le temps, et apprécier le voyage. Et surtout être courageux pour réussir.

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23 Rue Formatec, Agoë-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse : Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

TETTEH Adjé K. Crédé

Directeur de la Publication :

WOUSSOU Kossi

Rédaction :

Crédé TETTEH

Ali Samba

Infographie : JPB

Impression : Saint Louis

Tirage : 2500 exemplaires

SANTE:

Les femmes ayant un rhésus B- doivent être prudentes concernant les avortements

Le système rhésus sanguin permet de classer les groupes sanguins en complément du système ABO. On distingue le rhésus positif, également noté Rh+, du rhésus négatif, noté Rh-. Si la partenaire est Rhésus positif (Rh+), les femmes ayant un groupe sanguin Rhésus B négatif (Rh-) sont exposées à un risque plus élevé de complications pendant leur grossesse.

Il est possible d'avoir comme complication incompatibilité Rhésus ; en d'autres termes, si le bébé est Rh positif, les globules rouges du bébé peuvent infiltrer le système circulatoire de la mère lors de l'accouchement ou d'un avortement spontané, ce qui pourrait provoquer la production d'anticorps anti-Rh chez la mère.

Une autre complication possible est l'anémie hémolytique du nouveau-né. En cas de grossesse ultérieure, les anticorps anti-Rh maternels sont susceptibles de s'en prendre aux globules rouges



du bébé Rh+, provoquant ainsi une anémie hémolytique. Cette condition peut engendrer diverses complications graves, telles que la jaunisse, l'ictère nucléaire, ou encore le décès fœtal ou néonatal.

D'après Dr Dadoh Lavon, " le danger d'un avortement sans l'injection d'un anti D ne se manifeste pas immédiatement pour la femme ; il est plutôt lié aux grossesses futures si certaines mesures ne sont pas adoptées ", a déclaré la directrice de la pharmacie des Apôtres à Akodessewa Lomé.

Prévention et thérapie

Afin d'éviter tout risque d'infertilité future, il est crucial que les femmes reçoivent une injection d'immunoglobuline anti-Rh (anti) suite à un accouchement,

une fausse couche ou un avortement pour empêcher la formation d'anticorps anti-Rh.

Un suivi prénatal est nécessaire ; on surveille attentivement les femmes Rh- durant leur grossesse afin de repérer les indices d'une incompatibilité Rhésus. Si le nourrisson est touché, il pourrait avoir besoin d'une transfusion sanguine ou d'un soin pour l'anémie hémolytique.

Il est crucial que les femmes Rh- échangent avec leur médecin au sujet de leurs risques et respectent les conseils afin de réduire les complications.

" Il est nécessaire d'initier les enfants dès le collège, on doit leur faire saisir que le sexe n'est pas toujours favorable pour les filles. Elles doivent être très vigilantes pour ne pas tomber enceintes et chercher à se débarrasser de n'importe quelle manière ", a insisté Aku Kodjo Chéritta, commerçante à Avedji, Lomé.

Dodo ABALO

RESOLUTION DE CRISE DANS LES GRANDS LACS : DE KIGALI À BUJUMBURA, LA CONSTANCE DE FAURE GNASSINGBÉ

Déterminé à résoudre la crise dans les Grands Lacs, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a effectué le 30 janvier 2026 une mission diplomatique dans la région. Après une visite officielle au Rwanda, le Président du Conseil s'est rendu dans la même journée à Bujumbura, au Burundi, afin de poursuivre les échanges avec le Président Evariste Ndayishimiye sur le processus de paix dans cette région du continent.

La visite officielle au Rwanda

Au cœur de cette visite, des échanges approfondis consacrés en priorité aux enjeux de paix et de stabilité dans la région des Grands Lacs, notamment à l'Est de la République démocratique du Congo, en lien avec le mandat de médiation confié au Président du Conseil par l'Union africaine.

Les discussions ont également permis d'aborder, en complément, les perspectives de coopération bilatérale et de partenariat entre Lomé et Kigali, ainsi que les dynamiques de coopération interrégionale sur le continent africain.

À cet effet, le Président du Conseil a eu des entretiens avec



La délégation à l'étape de Kigali

le Président Paul Kagamé, au village Urugwiro. Ces échanges, initialement tenus en format restreint, ont ensuite été élargis au collège des facilitateurs, composé des anciens présidents Olusegun Obasanjo du Nigeria, Mokgweetsi Masisi du Botswana, et des anciennes présidentes Sahle-Work Zewde d'Éthiopie et Catherine Samba-Panza de la République centrafricaine, ainsi que plusieurs autres acteurs intervenant dans ce processus de paix.

L'étape de Bujumbura

Cette démarche s'inscrit pleinement dans l'exercice de son mandat de médiateur désigné de l'Union africaine et traduit l'engagement constant du Togo en faveur de la promotion de la paix et de la stabilité en Afrique.

Précisons que la rencontre de Bujumbura s'est tenue en présence des facilitateurs de l'Union africaine, notamment de l'ancien président Mokgweetsi Masisi du Botswana, ainsi que des anciennes présidentes Sahle-Work Zewde d'Éthiopie et Catherine

Samba-Panza de la République centrafricaine. Des représentants de la Commission de l'Union africaine et des partenaires internationaux engagés dans ce processus de paix, ont également pris part à cette concertation de haut niveau, traduisant ainsi une mobilisation collective en faveur d'une approche inclusive et coordonnée de la résolution de cette crise.

Après des échanges en tête-à-tête, les deux dirigeants ont eu une séance de travail élargie au

Suite à la page 3

TOGO TOP IMPACT 2026 - GRAND PRIX D'EXCELLENCE : SANDRA ABLAMBA JOHNSON, TOUJOURS AU TAQUET

Sadek Belhamissi ne pensait pas si bien décrire la femme. La femme qui aime et s'affirme par le travail bien fait, en toute humilité et discrétion, avec une touche raffinée d'obligation de résultats.

"La femme est une fleur pensante et intelligente, la plus belle des fleurs de la Création. Sa beauté, son courage, sa patience et son sens élevé du sacrifice qui sont tels que bien des hommes en sont indignes !" selon Sadek Belhamissi.

En effet, Sandra Ablamba

Par Crédio TETTEH

Ahoéfavi Johnson est une fleur pensante et intelligente. Courageuse à haute dose et définitissable par son abnégation au travail, la Ministre-Sectrétaire Général de la Présidence du Conseil a également un sens élevé du sacrifice. Face aux défis auxquels elle fait face quotidiennement, Sandra Johnson est au taquet. Elle est toujours à fond dans ce qu'elle fait, très motivée et déterminée.

Son sacre, le samedi dernier lors de la 8e édition de Togo Top Impact (TTI), n'est que l'expression bienveillante de son engage-



Sandra Ablamba Ahoéfavi Johnson

ment et de son impact au sein de notre société. Elle a toujours fait montre d'un sens élevé de responsabilités et de notions de valeurs. Grand Prix d'Excellence 2026, Dr Sandra Ablamba Johnson est aujourd'hui, une source intarissable de motivation pour sa génération à épouser le

travail bien fait et à cultiver l'excellence.

"L'excellence, dans quelque domaine que ce soit, exige qu'on s'y consacre entièrement" nous apprend Monique Corriveau dans Compagnon du soleil. Ce que la fleur Sandra Ablamba Johnson a si tôt compris et épousé.

Perfectionniste à satiété, Sandra Ablamba Johnson recherche en tout temps la perfection. Elle ne se contente pas de l'à peu près. Elle fouille et farfouille. Elle est curieuse et a un sens très pointu de la perfection qui l'orienté inexorablement vers l'excellence, comme l'affirme si bien Jori Cazilhac : *"Qui cherche la perfection obtient l'excellence".*

Le samedi 31 Janvier 2026, cette quête de perfection de tous les jours de Sandra Ablamba Johnson a embrassé l'excellence dans toute sa définition, dans toute sa splendeur, dans tout son état de pureté.

La fleur pensante et intelligente en question

Docteur en science économique et experte en développement du secteur privé, elle a tout d'abord occupé le poste de ministre conseillère du Président togolais chargé de la cellule climat des affaires, avant d'être nommée le 28 septembre 2020, Secrétaire générale de la présidence du Togo.

Depuis février 2021, elle est également gouverneur du Togo auprès de la Banque mondiale.

Actuellement Ministre-

Secrétaire Générale de la Présidence du Conseil du Togo, Sandra Ablamba Ahoéfavi Johnson est titulaire d'un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en science économique en 2007 à l'université de Lomé, elle obtient plus tard un doctorat en science économique.

En 2012 elle obtient un diplôme de programmation et politique financière de l'Institut du fonds monétaire international à Washington, ainsi qu'un diplôme en économie de l'emploi de l'académie du bureau international du travail à Turin en 2012.

Elle est co-auteure de plusieurs revues universitaires sur les questions de pauvreté, de financement du secteur agricole, d'économie et de finance inclusive.

Notons que la 8e édition Togo Top Impact, confirme sa vocation de plateforme de valorisation des talents, des initiatives et des leaderships qui façonnent le Togo d'aujourd'hui et de demain, en mettant en lumière des femmes et des hommes engagés pour un développement inclusif et durable. Et Dr Sandra Ablamba Ahoéfavi Johnson répond à *l'appel*.

RESOLUTION DE CRISE DANS LES GRANDS LACS : DE KIGALI À BUJUMBURA, LA CONSTANCE DE FAURE GNASSINGBÉ

Suite de la page 2

collège des facilitateurs, en présence de leurs délégations respectives.

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, médiateur désigné de l'Union africaine, et le Président burundais Evariste Ndayishimiye ont souligné à cet effet la nécessité de promouvoir une synergie d'action en vue de relever les défis de paix, de sécurité dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs.

Le Burundi joue un rôle essentiel dans ces efforts, en tant que partenaire stratégique et acteur clé dans la promotion de la paix et la sécurité régionales. Membre actif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), le pays contribue à la gestion des crises humanitaires engendrées par ce conflit qui affecte les populations de la région.

Il convient de rappeler que la dernière rencontre en tête-à-tête



La délégation à l'étape de Bujumbura

entre les Présidents Faure Gnassingbé et Evariste Ndayishimiye sur la situation dans les Grands Lacs, remonte au 21 août 2025, à Yokohama au Japon, en marge des travaux de la neuvième édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD).

Ces différentes missions diplo-

matiques du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, dans la région des Grands Lacs s'inscrivent dans une dynamique de renforcement de la coopération régionale et de soutien aux efforts de médiation conformément aux recommandations du sommet de Lomé.

Elles traduisent une approche diplomatique proactive visant à

prévenir l'escalade des tensions, à restaurer la confiance entre les parties prenantes et à jeter les bases d'une paix durable, condition essentielle au développement économique et social de la région des Grands Lacs.

Une délégation ministérielle en RDC à la veille de la réunion de Bujumbura

À la veille de cette réunion, le Président du Conseil avait dépêché une délégation ministérielle en RDC auprès du Président Félix Tshisekedi. Cette initiative visait à approfondir les échanges avec les autorités congolaises sur les mécanismes de médiation en cours. Elle a permis d'évaluer les perspectives de désescalade des tensions et de cessation des violences, en particulier dans l'Est du pays, épicentre d'une crise sécuritaire aux conséquences humanitaires préoccupantes.

En rappel, le Président Faure Essozimna Gnassingbé a été désigné en avril 2025, médiateur par l'Union africaine pour aider à la résolution de la crise dans la région des Grands Lacs. Depuis sa désignation par l'instance continentale, il a entrepris plusieurs missions diplomatiques qui ont contribué au rapprochement entre les parties prenantes, aux désescalades et à la signature d'un accord de paix entre la RDC et le Rwanda.

ZOZOHADJ 2026 : DÉPARTS À PARTIR DU 16 MAI, LES TARIFS REVUS
À LA BAISSE

Au Togo, c'est parti pour les préparatifs du rituel annuel du pèlerinage à la Mecque en Arabie Saoudite. Le coup d'envoi officiel de l'édition 2026 a été donné le jeudi 29 janvier à Lomé par le ministre de l'administration territoriale, Hodahalo Awaté, lors d'une réunion de la Commission nationale du Hadj (CNH).

Pour cette nouvelle édition, le quota réservé au Togo est de 2424 pèlerins attendus en terre sainte islamique. Les frais de participation sont fixés à 3.220.000 FCFA par pèlerin, au lieu de trois millions deux cent cinquante mille 3.250.000 FCFA. Ceci, grâce à une subvention de la Commission nationale du Hadj qui "invite toutes les agences qui ont perçu le montant sur la base du Hadj 2025 à restituer la différence".

Les départs sont prévus du 16 au 18 mai 2026, tandis que le retour est programmé entre le 14 et le 16 juin 2026. Le transport aérien sera assuré par deux compagnies : Ethiopian Airlines et FlyNas.

Comme l'an dernier, plusieurs améliorations ont été introduites pour faciliter le séjour des pèlerins et garantir le bon déroulement du Hadj. Il s'agit entre autres de la participation de cuisiniers togolais pour aider à la préparation de mets locaux, du maintien des logements dans la zone la plus proche des lieux rituels et de la prise en charge de l'achat de l'eau de Zamzam pour l'ensemble des fidèles. En outre, une visite médicale gratuite est prévue à l'endroit des pèlerins à partir du mois de février.

"Nous rappelons à tous les pèlerins qu'ils sont, partout où ils se trouvent, les ambassadeurs du Togo. Il est donc essentiel de respecter les consignes de la commission et les lois locales, de faire preuve de discipline et d'honnêteté, afin que ce pèlerinage se déroule dans les meilleures conditions", a exhorté le ministre Hodahalo Awaté.

Le Hadj, cinquième pilier de la religion islamique, est le pèlerinage que les musulmans effectuent aux lieux saints de La Mecque, en Arabie Saoudite.

Source : Republique togolaise.com

MALADIES TROPICALES NÉGLIGÉES : LE TOGO VEUT ÉLIMINER QUATRE NOUVELLES PATHOLOGIES D'ICI 2030



Après l'élimination de certaines maladies tropicales négligées (MTN) comme problème de santé publique il y a quelques années, le Togo se fixe un nouvel objectif. Le pays veut en effet éradiquer quatre autres pathologies (l'onchocercose, le plan, la lepre et les schistosomases) d'ici à 2030.

"Sunir, agir pour éliminer l'onchocercose, les schistosomases, la lepre et le plan, d'ici à 2030 au Togo", c'est d'ailleurs le thème national retenu cette année pour la Journée mondiale des maladies tropicales négligées, célébrée chaque 30 janvier, et dont les activités ont été lancées le jeudi 29 janvier à Lomé. Pour ce faire, le ministère de la santé prévoit d'intensifier les actions de terrain à travers des activités de sensibilisation et de prise en charge. A cet effet, des consultations foraines ainsi qu'une caravane de sensibilisation sont prévues dans plusieurs localités, afin de renforcer la lutte contre ces maladies qui continuent de menacer les populations vivant dans les communautés les plus vulnérables.

"Le plus grand défi reste la mobilisation communautaire. La lutte doit être portée par les maires, les chefs traditionnels et les leaders d'opinion, car c'est au niveau local que tout se joue", a indiqué le coordinateur du Programme national de lutte contre les maladies tropicales négligées, Dr Niosike Phan. Pour sa part, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) réaffirme son engagement à soutenir le Togo dans ses efforts. "Nous continuons à accompagner le Togo afin de relever les défis restants et d'éliminer les autres maladies tropicales négligées", a déclaré le représentant résident, Dr Hamadou Nouhou. Pour rappel, les MTN constituent, selon l'OMS, un groupe diversifié de 21 affections qui sévissent principalement dans les zones tropicales, où elles touchent plus d'un milliard de personnes dans les communautés les plus pauvres. Elles sont dues à divers agents pathogènes (virus, bactéries, parasites, champignons et toxines).

Source : Republique togolaise.com

LOI DE FINANCES 2026 : Evolutions et innovations

2026 s'ouvre sous le signe d'une consolidation intelligente des réformes économiques. À travers des ajustements ciblés en matière de Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de crédit d'impôt et de marchés publics, l'État poursuit un objectif, celui d'améliorer l'efficacité de son action, de renforcer la compétitivité des entreprises et l'économie.

Ces évolutions, inscrites dans la loi de finances et les textes d'application afférents, traduisent une volonté de faire de la fiscalité et de la commande publique de véritables outils de développement durable, inclusif et qui ne laisse personne dehors.

Une TVA mieux calibrée

En 2026, la gestion de la TVA connaît des améliorations notables, tant sur le plan administratif que sur celui de l'impact économique. Les réformes engagées visent à fluidifier les mécanismes de collecte et de remboursement. En rationalisant certaines exonérations et en clarifiant les régimes applicables, l'État renforce la lisibilité du système, tout en sécurisant les recettes publiques. Cette approche équilibrée permet de préserver le pouvoir d'achat des ménages sur les biens essentiels, garantissant donc une contribution plus efficace des activités à forte valeur ajoutée.

Dans la loi de finances, exercice 2026, par exemple, est prévue l'exonération de la Taxe sur la valeur ajoutée sur les provendes et compléments destinés aux produits locaux d'élevage et de pêche pour soutenir la production animale et réduire le coût des intrants.

Le crédit d'impôt, moteur d'investissement et d'innovation

Il est défini comme un avantage fiscal qui permet de déduire une somme d'argent du montant de l'impôt que vous devez payer. Le gouvernement décide de faire du crédit

d'impôt un instrument stratégique de soutien à l'investissement. C'est ce qui justifie, grâce à la nouvelle loi de finances, l'institution d'un crédit d'impôt non remboursable de 120 000 francs par salarié et par an pour les entreprises qui recrutent les personnes en situation de handicap. La loi parle de 12 mois au moins.

Des marchés publics plus transparents et inclusifs

En matière de marchés publics, les changements opérés en 2026 marquent une avancée importante vers une gouvernance plus exemplaire. Il sera davantage facilité l'enregistrement des marchés publics réservés aux jeunes et femmes entrepreneurs.

Plus précisément, le paiement des droits d'enregistrement est différé au moment du versement de l'avance de démarrage ou du premier acompte. Une telle chose, appuyée par la digitalisation progressive des appels d'offres, renforce la transparence et réduit les risques de pratiques opaques. La réforme ouvre davantage l'accès à la commande publique aux petites et moyennes entreprises nationales, longtemps marginalisées face aux grands groupes.

Un autre point touché est le droit fixe perçu par le service de la conservation de la propriété foncière. Les pouvoirs publics indiquent que le

droit de photocopie et de certificat de document est égal à 1 000 francs par page ; le droit d'état descriptif et de renseignement à 10 000 francs CFA ; le droit fixe pour toutes les opérations de la conservation foncière non soumis au droit proportionnel. Des améliorations attendues pour pousser les Togolais vers l'avant.

Les innovations fiscales majeures au Togo

Avec la loi de finances, exercice 2026, le Togo engage une nouvelle étape enthousiasmante dans la modernisation de son système fiscal déjà vanté dans la sous-région.



Essowé Barcola, ministre des finances et du budget

Pensées comme des instruments de transformation, les innovations fiscales introduites sont une manière de dynamiser l'économie nationale.

L'une des orientations majeures de la loi de finances 2026 réside dans le renforcement de l'élargissement de l'assiette fiscale. L'État privilégie une approche équilibrée, visant à intégrer progressivement de nouveaux acteurs dans le champ fiscal, tout en évitant une pression excessive sur les contribuables déjà en règle. Cette stratégie repose sur une meilleure identification des activités économiques, notamment dans les secteurs à fort potentiel mais encore faiblement fiscalisés. Elle permet de répartir plus équitablement l'effort contributif et de consolider durablement les recettes publiques.

La digitalisation, levier central de performance

La loi de finances consacre une place à la digitalisation de l'administration fiscale. Le renforcement des plateformes numériques de déclaration, de paiement et de suivi des obligations fiscales simplifie les démarches, réduit les délais et améliore la transparence. Cette modernisation technologique contribue à limiter les pratiques frauduleuses, à sécuriser les recettes et à instaurer une relation fluide entre l'administration et les contribuables. Elle marque un pas supplémentaire vers une fiscalité plus accessible, plus lisible et plus efficace.

ce. Par exemple, la nouvelle loi de finances préconise de façon pragmatique l'introduction de la facture électronique certifiée.

Autres nouveautés

L'instauration d'une taxe sur l'exportation des noix de cajou, sur l'exportation des graines de soja et les noix de karité (entre 1 franc CFA et 100 francs par kg) afin de limiter l'exportation des produits agricoles à l'état brut et d'encourager la transformation locale de ces produits ; l'institution d'une retenue à la source libératoire de 5 % sur les gains tirés des paris et autres jeux de hasard dont les montants par pari excèdent 500 000 francs CFA.

La loi de finances 2026 promeut par ailleurs un droit proportionnel de 3,5 % sur l'augmentation de valeur lors d'une demande de réévaluation d'immeubles ; la liste est non exhaustive.

Elle innove également par une meilleure articulation entre les mesures fiscales et les priorités sectorielles de l'État. Les choix fiscaux accompagnent désormais de manière plus cohérente les politiques publiques dans les domaines sociaux, énergétiques, environnementaux et territoriaux. Cette cohérence renforce l'impact des dépenses publiques, en assurant que les ressources mobilisées soutiennent effectivement les ambitions nationales en matière de développement inclusif et durable.

ECONOMIE/FINANCES :

Les opérateurs économiques de la région de la Kara souhaitent un rapport privilégié avec l'OTR



La table d'honneur

titre, il est notamment chargé d'examiner et de veiller à la prise en charge des préoccupations des acteurs économiques locaux.

Le ministre de l'économie et des finances, Essowé Barcola, qui a présidé la rencontre, a indiqué la tenue de cette réunion témoigne de la volonté du gouvernement d'instaurer un dialogue permanent, un dialogue inclusif et un dialogue constructif avec le secteur privé sur

l'ensemble du territoire national. "Comme vous le savez, la confiance constitue le socle de toute politique fiscale efficace. Sans la confiance, il ne peut y avoir ni civisme fiscal durable, ni mobilisation optimale des ressources indispensables au financement du développement. C'est pourquoi je tiens à rassurer les opérateurs économiques de la région de la Kara, comme je l'ai déjà fait à Lomé, l'État sera le

garant d'un impôt juste. Le garant d'un impôt équitable et le garant d'un recouvrement fiscal transparent", a-t-il déclaré.

L'autorité a informé que le gouvernement a engagé une troisième génération de réformes de la gouvernance fiscale. Ce vaste chantier, hautement structurant, vise à renforcer la culture de l'intégrité et du contrôle, à accélérer la digitalisation de la collecte, à introduire la facture électronique, et à élargir l'assiette fiscale. Selon elle, ces réformes permettront de réduire significativement les interactions humaines dans le processus de collecte de l'emploi, limitant ainsi les risques de friction et les risques de corruption. "Ces réformes contribueront également à améliorer la reddition des comptes et à renforcer

Suite à la page 5

EDUCATION :

L'enseignant, un partenaire à part entière de la politique éducative nationale

Le métier d'enseignant retrouve la place qui lui revient au cœur de la République. Longtemps confrontée à des défis structurels et sociaux, la profession bénéficie aujourd'hui d'une attention renouvelée de la part du gouvernement, déterminé à restaurer sa dignité, renforcer son attractivité et reconnaître pleinement son rôle fondamental dans la construction de la nation.

Aucune politique de développement ne peut prospérer sans une école forte, et aucune école ne peut tenir sans des enseignants respectés, formés et soutenus. En adéquation avec cette évidence, le gouvernement engage chaque année une série de réformes, visant à replacer l'enseignant au centre du projet éducatif national.

Cette orientation signe une conviction profonde : c'est dans la salle de classe que se forgent les citoyens de demain, que s'enracine la cohésion sociale et que se transmettent les valeurs républicaines. Que nul n'en doute plus.

Reconnaissance professionnelle

Parmi les leviers activés figure l'a-



Quelques enseignants avec leur diplôme de Professeur d'Ecole (ENFPE)

mélioration progressive des conditions de travail. Recrutements réguliers, intégrations statutaires, efforts sur la rémunération et la sécurisation des carrières, participent à redonner confiance à un corps enseignant longtemps éprouvé.

Le Togo recrute régulièrement des enseignants pour renforcer son système éducatif. Les récentes annonces sont encore dans les mémoires pour les concours de 2023 (plus de 4 500 postes), de 2024 (environ 4 400) et la nouvelle session en janvier 2026 pour 3 851 postes, touchant le préscolaire, le primaire, le secondaire et l'ensei-

gnement technique.

Ces recrutements visent à combler les besoins, améliorer la qualité de l'enseignement et régulariser la situation des enseignants volontaires. La clarification des parcours professionnels et la reconnaissance de l'ancienneté contribuent également à restaurer le sentiment de considération.

Parallèlement, des investissements sont consentis pour améliorer l'environnement scolaire : réhabilitation des infrastructures, équipements pédagogiques, réduction progressive des effectifs pléthoriques et meilleure répartition des enseignants sur le terri-

toire.

Former pour mieux transmettre

La dignité du métier passe aussi par la compétence et la maîtrise pédagogique. Le gouvernement a ainsi renforcé les dispositifs de formation initiale et continue, afin de permettre aux enseignants d'actualiser leurs connaissances, d'adopter de nouvelles méthodes et de s'adapter aux évolutions du système éducatif. Ces formations valorisent le savoir-faire de l'enseignant et rappellent que transmettre est un art qui s'apprend, se perfectionne et mérite un accompagnement constant.

Redonner de la dignité, c'est aussi écouter. L'État a multiplié les cadres de concertation avec les acteurs du monde éducatif, privilégiant le dialogue social et la recherche de solutions durables. Cette approche contribue à apaiser les tensions, à prévenir les crises et à construire une école plus sereine, fondée sur la confiance mutuelle.

L'enseignant n'est plus perçu comme un simple exécutant, mais comme un partenaire à part entière de la politique éducative nationale.

QUALITE DES SERVICES DANS LES HOPITAUX PUBLICS :

Un projet pour améliorer l'accueil des patients

Le Syndicat national des praticiens hospitaliers du Togo (Synphot) a officiellement lancé, le 26 janvier 2026, au Centre hospitalier universitaire (CHU) Sylvanus Olympio de Lomé, une initiative destinée à améliorer l'accueil des patients dans les formations sanitaires publiques. Cette action s'inscrit dans une dynamique globale de renforcement de la qualité des services offerts aux usagers du système de santé togolais.

Intitulé " Amélioration de la qualité d'accueil et lutte contre la mauvaise gouvernance et les actes illicites dans les centres de santé ", le projet bénéficie de l'appui de la Banque mondiale, à travers le programme SSEQCU. Il vise, entre autres, à renforcer les compétences du personnel de santé en matière d'accueil, à promouvoir de meilleures pratiques professionnelles et à contribuer à l'assainissement de l'environnement hospitalier.

Selon le Dr Gilbert Agbétoglo, médecin en santé publique et membre du Synphot, cette initiative traduit l'engagement du syndicat au-delà de la défense corporatiste. " Le syndicat des praticiens hospitaliers, bien qu'il soit un syndicat, veut aussi s'assurer de la qualité des soins dans les centres de santé. Ce projet a pour objectif de former les agents de santé sur l'accueil et de mener des discussions avec les officiels, parce que l'accueil ne tient pas seulement compte du personnel ", a-t-il indiqué.

Il a par ailleurs insisté sur la dimension globale de la notion



La table d'honneur

d'accueil dans les structures sanitaires. " L'accueil, comme on le remarque aisément, est tripartite. L'accueil, c'est aussi les infrastructures, c'est aussi le processus qui

est mis en place, mais c'est aussi le personnel ", a-t-il précisé.

La phase pilote du projet démarre au CHU Sylvanus Olympio avant son extension pro-

gressive à d'autres établissements de santé à travers le pays. Les responsables hospitaliers présents à la cérémonie ont salué cette initiative, qu'ils considèrent comme un levier important pour améliorer l'accès aux soins et restaurer la confiance entre les patients et les prestataires de santé.

Le lancement du projet a également été marqué par la remise symbolique de matériel d'hygiène au CHU Sylvanus Olympio par le Synphot. Ce geste vise à accompagner concrètement les efforts engagés en faveur d'un cadre sanitaire plus sain et d'une prise en charge plus respectueuse des patients.

Gabi MESSAN

ECONOMIE/FINANCES :

Les opérateurs économiques de la région de la Kara souhaitent un rapport privilégié avec l'OTR

Suite de la page 4

la fiabilité des données fiscales. L'objectif final est clair : élargir la base imposable, lutter plus efficacement contre la fraude et l'évasion fiscale et optimiser la mobilisation des ressources publiques, grâce à une meilleure traçabilité des opérations commerciales ", a-t-il ajouté.

Le ministre Essowé Georges BARCOLA a bien rappelé aux opérateurs économiques, l'acte posé il y a un an au même endroit : " il y a exactement un an, presque jour pour jour, dans cette même salle du palais des congrès de Kara, nous posions les premiers jalons du comité régional de concertation de la Kara. La région de la Kara a ainsi constitué la première étape d'une stratégie de territorialisation du dialogue public-privé, appelée à s'étendre progressivement à l'ensemble des pôles économiques régionaux du Togo. Cette initiative vise à décliner à l'échelle régionale l'architecture nationale du dialogue public-privé et à favoriser une meilleure appropriation des réfor-

mes et politiques publiques par les acteurs locaux.

Les opérateurs économiques de la région de la Kara ont exprimé leur volonté de construire ensemble une culture de dialogue fondée sur le dialogue et la transparence. Ils ont évoqué plusieurs préoccupations majeures, notamment les difficultés liées à la digitalisation, caractérisées par la lenteur et la saturation des plateformes de l'OTR, le manque d'information sur les nouvelles solutions numériques, comme DIMANA, ainsi que la faible maîtrise des outils digitaux par de nombreux opérateurs. Ils ont demandé une amélioration technique des systèmes et une prorogation des délais en cas de dysfonctionnements. Les participants ont recommandé le renforcement de la formation des agents de l'OTR en matière d'accueil et de communication, le maintien d'un dialogue permanent entre l'Etat et le secteur privé, et l'adaptation de certaines règles fiscales aux réalités des petits opérateurs économiques.

ZOZO
CIRCULATION ROUTIÈRE : LA NATIONALE 1 FAIT 10 DÉCÈS ET 11 BLESSÉS LE SAMEDI DERNIER

La route a encore fait des victimes, le samedi 31 janvier dernier. Un camion semi-remorque est entré en collision frontale avec une camionnette de type minibus, affectée au transport de personnes, sur la nationale n°1, à la sortie nord de la ville de Glézi, dans la préfecture de l'Ogou (région des Plateaux), indique un communiqué du ministère de la Sécurité.

Cet accident de la circulation a fait un bilan provisoire de dix (10) personnes décédées dont cinq (5) mineurs et de onze (11) blessés dont dix (10) dans un état grave, évacués dans des structures sanitaires. Ceci sans compter avec des dégâts matériels importants, selon les sources officielles.

Alors que les circonstances exactes ayant conduit à ce drame ne sont pas encore élucidées, le ministre de la Sécurité, le Col Calixte Madjouiba, exhorte les usagers de la route à faire preuve de prudence, de discipline et de responsabilité, et à se conformer strictement aux dispositions du code de la route.

Il exprime la compassion du gouvernement aux familles des victimes et un prompt rétablissement aux blessés.

@macite.tg

FETES TRADITIONNELLES : LES POPULATIONS DE L'OTI ONT CÉLÉBRÉ KOUADAPANI



Les populations de la préfecture de l'Oti ont célébré, le week-end écoulé, leur fête traditionnelle, Koudapani. L'apothéose, organisée à Mango, a connu la présence de plusieurs officiels, dont le ministre en charge de la culture, Isaac Tchikpe, représentant le président du Conseil

Axée sur le thème " Éducation à la culture de la paix, facteur de cohésion sociale pour un développement harmonieux du Grand Oti ", cette nouvelle édition qui marque la reprise après cinq ans d'interruption en raison du contexte sécuritaire dans la région, a réuni les peuples Anoufoh, Moba et Gangam.

Les festivités ont été marquées par des prestations de danses traditionnelles, mettant en lumière la richesse et la diversité culturelle des communautés de l'Oti. Des expositions de produits agricoles, artisanaux et artistiques ont également ponctué la célébration.

" Cette fête est à la fois une action de grâce envers Dieu et les ancêtres, et un symbole fort de la volonté de sauvegarder notre patrimoine culturel. Elle constitue un repère identitaire et un socle de communion fraternel autour de nos valeurs communes ", a indiqué le ministre Isaac Tchikpe.

Pour rappel, Koudapani est une fête traditionnelle des peuples de l'Oti, célébrée en hommage aux ancêtres pour les biensfaits de la saison agricole. Elle constitue un cadre de rassemblement communautaire, de transmission des valeurs culturelles et de promotion de la paix, du vivre-ensemble et de la cohésion sociale.

Source : @Republiquetogolaise.com

CYBERSÉCURITÉ : LE MINISTÈRE DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE RECRUTE

Au Togo, les efforts s'intensifient pour renforcer l'écosystème de la cybersécurité. Le ministère de l'efficacité du service public et de la transformation numérique, en partenariat avec l'agence de coopération luxembourgeoise LuxDev, vient de lancer un appel à candidatures pour le recrutement d'un Conseiller technique principal international (CTP).

Ce recrutement s'inscrit dans la dynamique de création et de mise en œuvre de l'Africa Cyber Hub (ACH), un centre de référence régional dédié à la cybersécurité. Le futur conseiller aura pour mission de piloter le déploiement opérationnel et technique du centre, tout en assurant la coordination entre le ministère et ses partenaires internationaux. Il sera en outre chargé de superviser la réalisation des initiatives stratégiques et de garantir la qualité des programmes développés.

Les postulants devront disposer d'une expérience professionnelle minimale de 15 ans dans la gestion de projets ou programmes de développement et de renforcement institutionnel dans le secteur de la cybersécurité. La date butoir de dépôt des candidatures est fixée au 15 février 2026.

Source : @Republiquetogolaise.com

DISTINCTION :

Yas Togo, "Top Employer 2026" au Togo

Yas Togo a le plaisir d'annoncer sa certification en tant que " Top Employer " au Togo pour l'année 2026 par Top Employers Institute. Yas Togo devient ainsi la première entreprise au Togo et la quatrième entité d'Axian Telecom à être désignée Top Employer 2026 ". C'est en ces termes que l'opérateur de téléphonie mobile Yas Togo a fait l'annonce de sa distinction à travers un communiqué officiel.

A en croire Adrian Seligman,

CEO du Top Employers Institute, Yas Togo a été désigné Top Employer Régional 2026 pour la solidité de sa stratégie RH. Il a indiqué que l'entreprise se distingue par son leadership aligné, sa discipline organisationnelle et son usage avancé des données pour améliorer la performance et le bien-être de son personnel. " Cette reconnaissance confirme son rôle de référence au Togo et son impact positif sur ses collaborateurs ", a-t-il ajouté.

A Yas Togo, on ne boude pas le

plaisir de cette reconnaissance. Être reconnue comme la première entreprise Top Employer 2026 au Togo et quatrième entité d'Axian Telecom en Afrique, renforce aujourd'hui la marque employeur de Yas Togo et son attractivité auprès des talents locaux et internationaux. Pierre-Antoine LEGAGNEUR, Directeur Général de Yas Togo a dit que cette certification, en tant que Top Employer 2026 au Togo, est une immense fierté pour Yas Togo. " Elle renforce notre engagement à investir



continuellement dans le développement des talents, le bien-être de nos équipes, gage d'une culture

d'entreprise fondée sur la confiance, l'inclusion et l'excellence ", a-t-il ajouté.

A Yas Togo, on affirme que cette distinction est la résultante d'une politique managériale axée sur l'inclusion, l'écoute active, l'implication des différentes équipes, qui sont au cœur de sa réussite. " Une certification qui démontre que Yas Togo investit dans le développement et le bien-être de ses collaborateurs ", fait savoir Yas Togo qui confirme ainsi son statut de Leader dans le secteur des télécommunications au Togo, mais également son impact positif sur la vie professionnelle et personnelle de ses employés.

Il faut relever que les pratiques RH de Yas Togo reposent sur l'innovation, la diversité, l'inclusion et le développement des talents, favorisées par la performance et l'engagement des collaborateurs. Toutes choses captées par le Top Employers Institute, l'autorité mondiale en matière de certification, de benchmarking et de conseil RH avec une méthodologie unique et standardisée.

Présent dans 131 pays et régions, son programme certifie les organisations sur la base des résultats de l'enquête " HR Best Practices Survey ", qui couvre six domaines : la stratégie RH, l'environnement de travail, l'acquisition de talents, l'apprentissage, la diversité, l'équité et l'inclusion, ainsi que le bien-être. Cette prestigieuse certification offre à Yas Togo, un accès à des analyses comparatives mondiales, des recommandations fondées sur les données, une validation d'experts et des bonnes pratiques éprouvées pour renforcer sa stratégie RH.

" Cette certification reflète la force de Yas Togo à déployer une stratégie RH cohérente et performante, soutenue par des pratiques évolutives qui favorisent la performance de l'entreprise, la croissance dans un écosystème où l'humain est placé au centre de l'engagement et de l'innovation ", dit Yas Togo.

**Veuve MENSAH Francine Chérifatou
née ADAMS dite « Jeune fille teint clair »
Rappelée à Dieu le 05 janvier 2026**

PROGRAMME DES OBSÈQUES

Vendredi 06 Février 2026
18h 30 : Veillée de prières et de chants dans la maison mortuaire

Samedi 07 Février 2026
10h : Enterrement au cimetière de Yokoè

Maison mortuaire :
Maison MENSAH à Adidogomé Amadahomé.
Venant des rails en direction de la Maison des Jeunes, à gauche à l'angle de l'Église YÉSU LÉAGBÉ, 2^{ème} à droite, puis 1^{ère} à gauche.



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>





Fructueuse année **2026**

Cher partenaire,

Au seuil de cette nouvelle année, je suis ravie de vous présenter à vous-même, à vos collaborateurs ainsi qu'à vos proches, mes sincères voeux de santé et de prospérité dans vos affaires.

Votre dévouement et votre sens de civisme fiscal participent à la réalisation de l'ambition de faire du Togo un carrefour stratégique de promotion des affaires et d'attractivité des investissements.

Puisse Dieu Tout Puissant renforcer ce partenariat dynamique et bénir vos activités.

Yawa Djigbodi TSEGAN
Commissaire Général